



## Lettre introductive au rapport annuel de la Banque de France

Dans sa lettre introductive au rapport annuel de la Banque de France adressée le 4 mai 2015 au Président de la République, au Président du Sénat et au Président de l'Assemblée nationale, Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France estime que « l'économie française va mieux » mais que « fondamentalement, (elle) ne va pas assez bien ». Il explique que « la croissance potentielle reste anormalement faible et la croissance effective insuffisante pour ramener l'économie à un niveau plus proche du plein emploi » et plaide pour une accélération des réformes dans un contexte conjoncturel favorable, dû notamment à la baisse des prix du pétrole et la dépréciation de l'euro favorable : « La baisse des prix du pétrole, qui soutient le pouvoir d'achat, et la dépréciation de l'euro, qui favorise les exportations, pourraient apporter un demi-point de croissance sur chacune des années 2015 et 2016 ». Christian Noyer souligne aussi qu'« à près de 57 % du PIB, les dépenses publiques françaises sont désormais les plus élevées de tous les grands pays développés ». Des « transformations profondes sont nécessaires dans la conception et la mise en œuvre des politiques, voire des institutions publiques ». Et de citer en exemple « la situation des régimes de retraite » qu'il convient de mettre à l'équilibre afin que cette « dette sociale » ne soit pas « transférée aux générations futures », ou bien la réforme territoriale qui par un « empilement de structures (...) nuit à l'efficacité et à la responsabilité de l'action publique et engendre des surcoûts ». Il constate par ailleurs « un coût du travail trop dynamique » qui conduit « à la dégradation de la compétitivité hors coûts » et appelle à une remise à plat des règles de revalorisation du Smic. Le gouverneur souligne également que le mécanisme de diffusion de la baisse des taux est en partie entravé, en France, par la rigidité des taux de l'épargne réglementée, dont le niveau élevé constitue une anomalie unique dans la zone euro. « La réticence à les ajuster équivaut à contrarier les effets positifs de la politique monétaire », estime-t-il.

Lettre introductive au Rapport annuel de la Banque de France : [https://www.banque-france.fr/fileadmin/user\\_upload/banque\\_de\\_france/publications/rapport-annuel-2014/Rapport-annuel-2014-lettre-introductive-version-fr.pdf](https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/publications/rapport-annuel-2014/Rapport-annuel-2014-lettre-introductive-version-fr.pdf)

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

### Union européenne

#### 1 - Eurostat

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,3 % en mars 2015, stable par rapport à février 2015 mais en baisse par rapport au taux de 11,7 % de mars 2014. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 9,8 % en mars 2015, stable par rapport à février 2015 mais en baisse par rapport au taux de 10,4 % de mars 2014. Eurostat estime qu'en mars 2015, 23,748 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,105 millions dans la zone euro. Par rapport à février 2015, le nombre de chômeurs a diminué de 75 000 dans l'UE28 et de 36 000 dans la zone euro. Comparé à mars 2014, le chômage a baissé de 1,523 million de personnes dans l'UE28 et de 679 000 dans la zone euro. Parmi les États de l'UE28, le taux de chômage le plus faible en mars 2015 a été enregistré en Allemagne (4,7 %), et les plus élevés en Grèce (25,7 % en janvier 2015) et en Espagne (23,0 %).

### Banque de France

#### 1 - Surendettement

Le nombre de saisines des commissions de surendettement a diminué de 7,7 % au premier trimestre 2015 par rapport aux trois premiers mois 2014 (57 869 dossiers contre 62 706 dossiers) selon la Banque de France.

[https://www.banque-france.fr/uploads/tx\\_bdfgrandesdates/2015-03-statistiques-surendettement.pdf](https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/2015-03-statistiques-surendettement.pdf)

#### 2 - Rue de la Banque N°6 de mai 2015 - Inflation basse en zone euro : rôle des prix d'imports et de l'atonie économique

L'inflation du prix des biens à la consommation en zone euro a diminué continûment depuis 2012. Fin 2014, elle était proche de zéro, bien en dessous du niveau de 2% correspondant à l'objectif de moyen terme de l'Eurosystème. Cette évolution s'est produite en même temps qu'une forte décélération du prix des biens importés et qu'un ralentissement de l'activité économique susceptible de peser sur les prix intérieurs. Cette lettre étudie l'influence sur l'inflation de ces deux facteurs, prix d'importation et activité économique, afin de quantifier leurs contributions respectives.

[https://www.banque-france.fr/uploads/tx\\_bdfgrandesdates/RDB\\_06.pdf](https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/RDB_06.pdf)

### Actualités législatives

#### Publications au Journal Officiel

Décret n° 2015-460 du 22 avril 2015 relatif à la remise de la fiche standardisée d'information mentionnée à l'article L. 312-6-2 du Code de la consommation

[http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=B3D96AC9CC3A39BEB1E2E0F8547BFE4D.tpdila16v\\_1?cidTexte=JORFTEXT000030515984&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000030515799](http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=B3D96AC9CC3A39BEB1E2E0F8547BFE4D.tpdila16v_1?cidTexte=JORFTEXT000030515984&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000030515799)

Arrêté du 29 avril 2015 précisant le format et le contenu de la fiche standardisée d'information relative à l'assurance ayant pour objet le remboursement d'un prêt

[http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=9BE89551CCFCA7438C4C5B27101FE07C.tpdila17v\\_1?cidTexte=JORFTEXT00003055752&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000030555659](http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=9BE89551CCFCA7438C4C5B27101FE07C.tpdila17v_1?cidTexte=JORFTEXT00003055752&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000030555659)

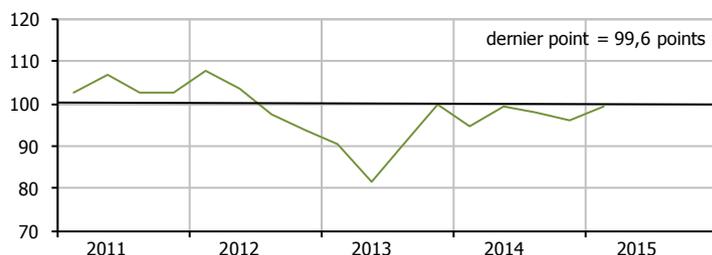
## SUIVI DE PLACE ET ACTIVITÉS DE L'INSTITUT

### L'ICA progresse et s'établit au niveau de sa moyenne longue période

L'indicateur du climat des affaires (ICA) progresse de 3,6 points au premier trimestre 2015. Il retrouve son niveau moyen de longue période dont il s'était écarté après deux trimestres consécutifs de baisse.

Cette évolution s'explique principalement par l'appréciation positive portée par les chefs d'entreprise sur le trimestre passé. En particulier, les soldes d'opinion relatifs à l'activité et aux effectifs du trimestre passé ont fortement contribué à la hausse de l'indicateur.

**Indicateur du climat des affaires à la Guadeloupe**  
(100=moyenne de longue période)



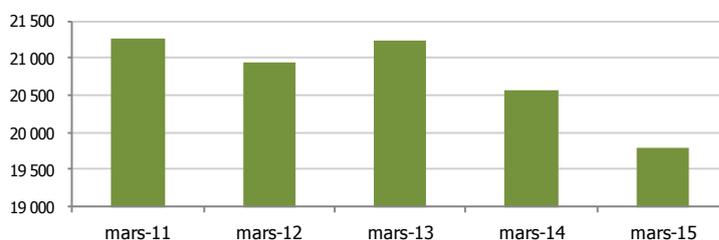
Source : Enquête de conjoncture IEDOM

### La vulnérabilité des agents économiques en Guadeloupe et Îles du Nord

À fin mars 2015, le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire s'établit à 19 792 en Guadeloupe et Îles du Nord. Il enregistre une baisse de 3,7 % en glissement annuel. Entre mars 2011 et mars 2015, il affiche un taux de croissance annuel moyen de -3,5 %.

Le nombre de retraits de cartes bancaires s'élève à 512, soit une baisse de 2,4 % sur un an. En cumul sur l'année 2015, 1 386 cartes ont été retirées de la circulation, un nombre en baisse de 19,8 % par rapport à la même période 2014. Au mois de mars 2015, 27 dossiers de surendettement ont été déposés. En cumul sur l'année 2015, 82 dossiers ont été déposés, soit une baisse de 2,4 % par rapport à la même période 2014.

**Nombre de personnes physiques en interdit bancaire**



Source : IEDOM

Parallèlement, le nombre de personnes morales en interdiction bancaire s'élève à 3 007 à fin mars 2015. Il enregistre une légère baisse par rapport au mois précédent (-0,9 %) et par rapport à fin mars 2011 (-1,0 %). Sur le mois de mars 2015, 79 incidents de paiements ont été répertoriés pour un montant déclaré de 774 212 €. Par rapport au mois précédent, le nombre d'incidents de paiements diminue (-13,2 %) et les montants déclarés affichent une baisse similaire (-13,4 %).

### L'économie de la Guadeloupe en 2014 : une économie au ralenti

Dans la continuité de 2013, l'économie guadeloupéenne tourne au ralenti en 2014. Les échéances municipales ainsi que la multiplication d'événements tels que l'épidémie de chikungunya et les différents mouvements sociaux ont marqué une activité économique déjà fragile. Dans un climat conjoncturel atone, l'investissement privé reste limité. Portée par les ménages au premier semestre, la croissance de l'investissement est tirée par les entreprises en fin d'année. La poursuite de la dégradation du marché du travail pèse sur la consommation des ménages qui tarde à retrouver une orientation durablement favorable en dépit du ralentissement de la hausse des prix. Conséquence de la faiblesse de la demande intérieure, les échanges commerciaux se contractent. Au niveau sectoriel, l'évolution de l'activité est mitigée. Le secteur du BTP connaît une nouvelle année difficile, toujours pénalisé par le manque de grands chantiers publics et l'atonie du marché privé. Le secteur du tourisme enregistre un bilan en demi-teinte. L'évolution est cependant plus favorable pour le secteur primaire qui enregistre des résultats en hausse pour les filières canne et banane. L'activité commerciale se redresse en fin d'année. Le marché automobile affiche notamment une légère amélioration après une très mauvaise année 2013. En dépit d'un contexte économique peu favorable, les encours de crédits progressent en 2014. Cette évolution est essentiellement tirée par les entreprises alors que l'activité de crédit aux ménages est en perte de vitesse. Les actifs financiers enregistrent pour leur part une progression moins dynamique en 2014.

### Les récentes publications

L'IEDOM Guadeloupe vient de publier les notes « L'économie de la Guadeloupe en 2014 », « L'Observatoire des tarifs bancaires aux particuliers dans les DOM et la collectivité de Saint-Pierre-et-Miquelon », « Les ratios sectoriels dans les DOM » et la note « Premières Tendances », relative au 1<sup>er</sup> trimestre 2015. Ces documents sont téléchargeables librement sur le site <http://www.iedom.fr/>

## BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

### Visite présidentielle en Guadeloupe

Le président de la République François Hollande était en Guadeloupe les 9 et 10 mai 2015. Le 9 mai, le président de la République a rencontré les élus de Guadeloupe et évoqué une série de mesures relatives aux principaux enjeux du département. Il a notamment annoncé la création d'un projet de loi sur l'économie réelle, en faveur de l'égalité économique et sociale des territoires d'Outre-mer face à la métropole. Dans le domaine de la santé, le président de la République a autorisé l'installation en Guadeloupe d'un cyclotron

et la participation de l'État à son financement. Il a également annoncé l'agrément définitif du ministère de la Santé du projet de reconstruction du CHU de Pointe-à-Pitre et du financement de l'État à hauteur de 600 millions €.

Le 10 mai, François Hollande a présidé l'inauguration du Mémorial ACTe, baptisé « Centre caribéen d'expressions et de mémoire de la traite négrière et de l'esclavage ». 800 personnes, 43 délégations étrangères et une vingtaine de chefs d'État et de gouvernement ont participé à la cérémonie. Édifié le site de l'ancienne usine sucrière Darbousier à Pointe-à-Pitre, le mémorial retrace l'histoire de l'esclavage. L'ouverture au public est prévue début juillet 2015 et 300 000 visiteurs y sont attendus chaque année d'ici 2018.

### Première réunion du Comité de suivi de l'économie

La première réunion du comité de suivi de l'économie s'est tenue au début du mois de mai 2015. Créé par le préfet de la Région Guadeloupe, le Comité de suivi de l'économie associe l'ensemble des acteurs économiques guadeloupéens : les services de l'État, les grands élus, les représentants des professionnels (chambres consulaires et organisations professionnelles) et de leurs conseillers (notaires, experts-comptables) ainsi que les représentants de la sphère financière (opérateurs publics et privés). Il a pour fonction d'élaborer un diagnostic commun sur tous les freins au développement économique et à l'emploi, et de trouver les moyens de les lever. Des groupes de travail vont se constituer et le comité se réunira tous les trimestres. Plus d'une soixantaine de personnalités ont assisté à la première réunion qui a débuté par une présentation de la situation économique et de l'emploi en Guadeloupe par les services de l'État.

## ACTUALITÉS RÉGIONALES

### Visite présidentielle dans les Îles du Nord

Le 8 mai 2015, le président de la République François Hollande était en visite dans les Îles du Nord. À Saint-Barthélemy, François Hollande a notamment proposé un compromis pour régler un contentieux fiscal entre l'État et la Collectivité. En l'état actuel des textes, la Collectivité de Saint-Barthélemy est tenue de verser chaque année à l'État une dotation globale de compensation (DGC) destinée à compenser l'excès des ressources transférées consécutivement à l'évolution statutaire mise en place par la loi organique du 21 février 2007. Année après année, le montant de la dette relative à la DGC s'est gonflé pour s'établir à 40 millions €. François Hollande a proposé que Saint-Barthélemy ne rembourse que la moitié du montant de la DGC, et qu'en contrepartie de cette réduction elle ne bénéficierait plus du fonds de compensation de la TVA (FCTVA).

À Saint-Martin, où le RSA constitue un important poste des dépenses de la Collectivité, François Hollande a annoncé son souhait de donner à la Collectivité l'habilitation permettant d'adapter les règles d'attribution de l'allocation. Il a également proposé de rééchelonner et de reconsidérer la dette au titre du RSA envers la Caisse d'Allocations familiales (CAF). Dans le domaine de la sécurité, le président de la République a annoncé un renfort de gendarmes mobiles pour l'été prochain et le doublement des crédits du fonds interministériels de prévention de la délinquance. En ce qui concerne la dotation globale de compensation (DGC), pour laquelle Saint-Martin se situe dans une situation similaire à celle de Saint-Barthélemy (Saint-Martin possède comme Saint-Barthélemy une DGC négative), François Hollande a insisté sur la grande complexité institutionnelle de l'île et les contraintes qu'elle peut engendrer. Les modalités de changement relatives à ce sujet restent à préciser.

## PRINCIPAUX INDICATEURS

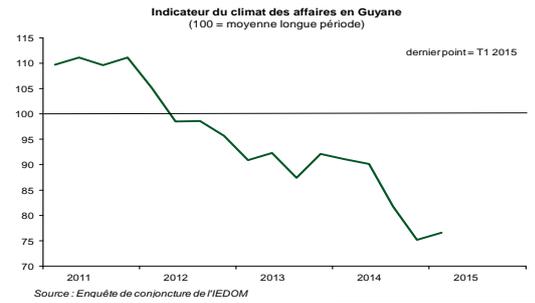
INDICATEURS DE REFERENCE						Données brutes	Variation mensuelle	Gissement annuel
<b>Prix</b> (Source : Insee)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	Guadeloupe	Mars	2015	130,0	0,7 %	-0,2 %	
		France entière			128,1	0,7 %	-0,1 %	
<b>Demandeurs d'emploi</b> (Source : Dicccte)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) (données CVS)		Mars	2015	57 690	0,4 %	2,5 %	
<b>Commerce extérieur</b> (Source : Douanes)	Exportations (en cumul - millions d'euros)		Mars	2015	40,9	-	-21,1 %	
	Importations (en cumul - millions d'euros)				610,2	-	-3,8 %	
<b>Créations d'entreprises</b> (Source : Insee)	Nombre d'entreprises créées (hors auto-entreprises)		Avril	2015	341	-12,3 %	6,9 %	
			Cumul annuel		1 430	-	0,6 %	
<b>Vulnérabilité des ménages</b> (Source : Jedom)	Personnes physiques en interdiction bancaire Retraits de cartes bancaires (Flux)		Avril	2015	19 182	-0,6 %	-1,9 %	
					508	1,2 %	-1,7 %	

INDICATEURS SECTORIELS						Données brutes	Variation mensuelle	Gissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (Source : Aéroport Pôle Caraïbe)	Nombre de passagers (entrées + sorties, hors transit)		Mars	2015	191 185	-2,6 %	-3,0 %	
			Cumul annuel		578 435	-	1,3 %	
<b>Trafic maritime</b> (Source : Guadeloupe Port Caraïbe)	Trafic net de marchandises (tonnes)			2015	232 075	9,0 %	-5,4 %	
	Nombre de passagers (entrées + sorties)		Mars	2015	92 403	-12,4 %	-1,9 %	
<b>Immatriculations</b> (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs		Mars	2015	1 375	39,9 %	15,9 %	
			Cumul annuel		3 720	-	3,6 %	
<b>Consommation de ciment</b> (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)		Avril	2015	17 086	-7,7 %	-2,1 %	
			Cumul annuel		65 861	-	-4,8 %	

# ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

## Amélioration du climat des affaires

Au premier trimestre 2015, l'indicateur du climat des affaires (ICA) évolue à la hausse (+1,4 point), pour la première fois depuis un an. Il s'établit à présent à 76,6 points, mais reste en dessous de sa moyenne de longue période (-23,4 points). La progression constatée est majoritairement imputable à l'amélioration sensible de la composante future, résultant d'un regain d'optimisme des chefs d'entreprise pour le second trimestre 2015.



## Publication « Suivi des crédits aux entreprises au 31 décembre 2014 »

L'encours global de crédits aux entreprises guyanaises déclaré au Service central des risques (SCR) s'établit à 1 718,3 M€ à fin décembre 2014, en hausse de 6,8 % sur un an. Les concours mobilisés, qui représentent 89,4 % de l'encours total (soit 1 537,0 M€), progressent à un rythme annuel soutenu de 7,5 %, contre 9,2 % en 2013. Les crédits mobilisables affichent une hausse limitée de 1,2 % sur l'année 2014 pour s'établir à 181,3 M€.

Cette publication est disponible sur le [site de l'IEDOM](#)

## Observatoire des tarifs bancaires aux particuliers

L'observatoire des tarifs bancaires au 1<sup>er</sup> avril 2015 est paru en mai. Pour les tarifs de l'extrait standard, la Guyane recense sur 13 services bancaires, 6 tarifs inférieurs et 7 supérieurs à la moyenne des DOM. Elle enregistre également 8 tarifs inférieurs ou égaux et 5 tarifs supérieurs à la moyenne observée en métropole par le Comité consultatif du secteur financier.

Cette publication est disponible sur le [site de l'IEDOM](#)

## Ratios sectoriels dans les DOM

L'IEDOM a publié en mai 2015 des ratios sectoriels selon la nature de l'activité d'un ensemble d'entreprises (ratios relatifs à l'activité, la structure d'exploitation, la capacité bénéficiaire, la répartition des revenus et à l'autonomie financière). Ces ratios sont déterminés à partir d'un échantillon représentatif d'entreprises ayant au moins 2 bilans consécutifs saisis dans le Fichier des entreprises de la Banque de France (FIBEN) ou dans le Fichier des entreprises de l'Outre-mer (FENTOM2).

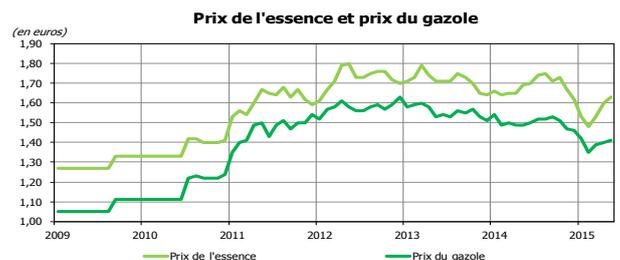
Ces ratios sont disponibles à l'adresse suivante : [IEDOM - Ratios sectoriels - Guyane](#)



# BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

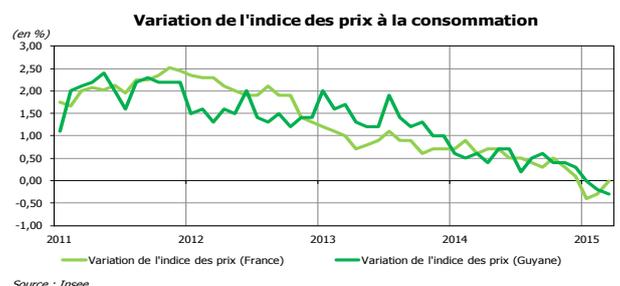
## Carburants

L'arrêté préfectoral fixe, à compter du 1<sup>er</sup> mai 2015, le prix de vente au détail des carburants à 1,63 €/litre pour l'essence (+3 centimes) et 1,41 €/litre pour le gazole (+1 centime). Le prix de la bouteille de gaz est arrêté à 19,75 € contre 19,87 € en avril, soit une baisse de 12 centimes.



## Prix à la consommation

En mars 2015, l'indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 0,2 % après une diminution de 0,2 % en février. Cette légère progression résulte principalement de la hausse des prix des services (+0,3 %) et des produits manufacturés (+0,2 %). Sur un an, les prix à la consommation reculent de 0,3 %. La baisse des prix de l'énergie (-3,8%), des produits de l'alimentation (-0,9 %) ainsi que des produits manufacturés (-0,4 %) a permis de compenser la hausse de 0,7 % des prix des services. En glissement annuel, l'inflation en Guyane se situe à un niveau inférieur aux valeurs constatées pour la France entière (+0,0 %), à Mayotte (+0,2 %), en Martinique (+0,1 %) ainsi qu' en Guadeloupe (-0,2 %) mais demeure supérieure à celle observée à la Réunion (-1,1 %).



## Exploitation aurifère

Le lundi 20 avril 2015, a eu lieu la visite du site Montagne d'or à 150 km au sud de Saint-Laurent du Maroni, par le Préfet, les élus locaux, les représentants des forces armées et des forces de l'ordre, des services de l'Etat, des organisations socioprofessionnelles ainsi que des personnalités de la vie civile. Les sociétés Sotrapmag (groupe Columbus Gold) et Nordgold estiment le potentiel du site à 140 tonnes d'or

sur une période d'exploitation de 20 ans (actuellement la Guyane extrait légalement 1,3 tonne par an). L'échelle industrielle du projet pourrait constituer une opportunité sérieuse pour le développement de la région, avec la création de nombreux emplois directs et indirects. D'autres compagnies multinationales envisageraient également d'investir dans l'industrie minière en Guyane.

### Spatial

Le 26 avril 2015, Ariane 5, pour son 222<sup>ème</sup> lancement et le premier de 2015, a lancé avec succès, depuis le Centre spatial guyanais (CSG), un satellite civil et un militaire. Le premier est un satellite de télécommunication, THOR 7 (4,6 tonnes) lancé pour le compte de l'opérateur privé norvégien Telenor Satellite Broadcasting (TSBc) et le deuxième satellite, SICRAL 2 (4,4 tonnes) de l'opérateur Telespazio, a été lancé pour le compte du Ministère de la Défense italien et de la Direction Générale de l'Armement française. Ce troisième lancement de l'année en Guyane signe le 64<sup>ème</sup> succès consécutif pour le lanceur phare Ariane 5.

## ACTUALITES RÉGIONALES

### Prévisions de croissance pour l'Amérique latine et les Caraïbes

La croissance de l'Amérique latine et des Caraïbes a atteint 1,3 % en 2014, en baisse pour la 4<sup>ème</sup> année consécutive. Dans ses dernières prévisions de croissance, le Fonds Monétaire International (FMI) anticipe une augmentation de 0,9 % du PIB pour 2015 (en retrait 2 points par rapport aux prévisions d'octobre). Le ralentissement du commerce mondial de biens continue de peser sur l'activité économique de ces pays. Néanmoins la chute des prix du pétrole associée à la relative bonne santé de l'économie des États-Unis soutient la croissance dans le reste de la région. L'Amérique latine et la zone Caraïbes devraient bénéficier de l'amélioration de l'économie mondiale au cours des prochains trimestres.

Le PIB du Brésil devrait se contracter de 1,0 % en 2015 alors que les prévisions d'octobre escomptaient une progression de 1,0 %. La réduction de l'inflation conjuguée à une rigueur budgétaire pourrait restaurer la confiance des consommateurs et améliorer le climat des affaires de manière générale.

La baisse des prix du pétrole a contribué à aggraver la situation de crise économique et politique au Venezuela. La forte inflation et la carence en certains produits ont conduit le pays à la récession, le FMI anticipe désormais une contraction de 7,0 % du PIB.

En Argentine, les dépenses publiques et privées devraient compenser la baisse de l'investissement et des exportations mais son PIB devrait tout de même se contracter de 0,4 %.

### Élection présidentielle au Guyana

Les élections qui ont eu lieu le lundi 11 mai dernier, ont permis au candidat de la coalition opposée au pouvoir en place, David Granger, d'accéder aux plus hautes fonctions de l'Etat. Ce résultat est important puisqu'il met un terme aux 23 ans de présidence de M. Donald Ramotar, chef de file du parti progressiste. Celui-ci avait déjà été fragilisé après un vote de défiance des députés à son égard. Malgré une croissance économique soutenue de plus de 4,0 % en 2014, le Guyana reste un des pays les plus pauvres du continent sud américain (indice de développement humain de 0,638 en 2013).

## SUIVI INDICATEURS CHIFFRÉS

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières et de l'effet jours ouvrés (CVS-CJO)

		Sur le mois	Indicateurs	Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources	
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	PRIX	↑	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	Mars-15	127,3	[0,2%]	-[0,3 %]	Insee
			Prix administré du litre d'essence	Mai-15			-[3,6%]	Préfecture/Dieccte
	MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↓	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	Mars-15	22 690	[0,2%]	[4,5%]	Pôle emploi
		↓	Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	Déc-14	8 197	[-0,2%]	[4,3%]	Pôle Emploi
		↑	Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	Mars-15	18 635	[2,9%]	[9,4%]	Caf
		↑	Prestations nettes versées (1)	Mars-15	10,8 M€	[2,1%]	[15,0%]	Caf
				Cumul	32,6 M€		[15,6%]	
	CONSOMMATION	↓	Importations de biens de consommation (BC) (2)	Mars-15	15,5 M€	-9,8%	1,6%	Douanes
				Cumul	40,1 M€		5,0%	
		↓	Ventes de véhicules neufs aux particuliers	Avr-15	342	-0,4%	-1,1%	Somafi
			Cumul	1 334		6,1%		
INVESTISSEMENT	↑	Importations de biens d'équipement (BE) (2)	Mars-15	32,9 M€	3,0%	-31,9%	Douanes	
			Cumul	85,4 M€		-25,1%		
	↑	Ventes de véhicules utilitaires	Avr-15	91	13,1%	9,8%	Somafi	
			Cumul	293		-6,3%		
COMMERCE EXTERIEUR	↑	Exportations (2)	Mars-15	14,5 M€	58,2%	16,6%	Douanes	
			Cumul	29,9 M€		-46,2%		
	↑	Importations (2)	Mars-15	109,3 M€	1,0%	-43,0%	Douanes	
			Cumul	282,3 M€		-31,4%		
INDICATEURS SECTORELS	SPATIAL		Tirs effectués	Cumul à Avr-15	3 tirs (1 Ariane 5, 1 Soyouz, 1 Vega)		4 tirs à Avr-14	Arianespace
			Satellites lancés	Cumul à Avr-15	5 satellites		6 satellites	
	BTP	↑	Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	Avr-15	5 998 tonnes	10,9%	-25,8%	Ciments guyanais
				Cumul	23 518 tonnes		-20,3%	
	INDUSTRIE		Exportations d'or en volume (2)	Mars-15	105 kilos	n.s.	-2,5%	Douanes
				Cumul	227 kilos		21,9%	
		↓	Exportations d'or en valeur (2)	Mars-15	3,2 M€	-3,2%	3,9%	Douanes
				Cumul	7,3 M€		22,1%	
		↑	Cours de l'once d'or	Avr-15	1 198,08 \$	[1,6%]	[-7,8%]	London Bullion Market Assoc./AFD
	AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↓	Exportations de crevettes (2)	Mars-15	64 tonnes	-3879,7%	286,2%	Douanes
			Cumul	111 tonnes		42,9%		
	↑	Exportations de poissons (2)	Mars-15	146 tonnes	22,5%	35,1%	Douanes	
			Cumul	244 tonnes		11,5%		
TOURISME	↓	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	Janv-15	34 706	-2,3%	5,5%	CCIRG	
			Cumul	34 706		5,5%		

[Données non CVS]

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

# ACTUALITÉ DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

## Publication : synthèse économique de l'année 2014

L'IEDOM a publié la synthèse de l'évolution économique de la Martinique pour l'année 2014. La publication est disponible gratuitement sur [le site Internet de l'agence de la Martinique](#).

Après une année 2013 en repli, l'économie martiniquaise semble montrer quelques signes d'amélioration en 2014. Cette évolution est toutefois contrariée en fin d'année. Au niveau sectoriel, l'agriculture et l'agroalimentaire enregistrent des résultats mitigés. L'absence de projets d'envergure laisse augurer des difficultés dans les secteurs du BTP et de l'industrie. L'activité commerciale se dégrade en fin d'année. Dans le secteur du tourisme, la croisière enregistre un regain de dynamisme, contrairement à l'hôtellerie qui tend à se détériorer.

## Publication : le tourisme Outre-mer, une mutation nécessaire

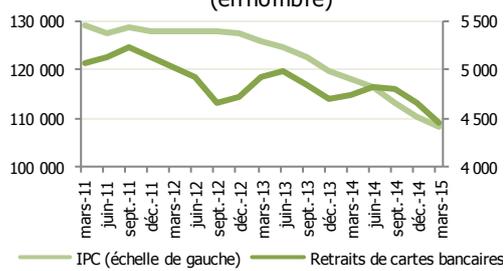
L'IEDOM a publié une note dressant un état des lieux du secteur du tourisme dans les DOM. La publication est disponible gratuitement sur [son site Internet](#). Cette étude transverse clôture une série de publications sur le thème du tourisme dans chaque géographie. Pour mémoire, la note consacrée au tourisme à la Martinique est disponible gratuitement sur [le site Internet de l'agence de Fort-de-France](#).

## Indicateurs de vulnérabilité : légère amélioration au 1<sup>er</sup> trimestre 2015

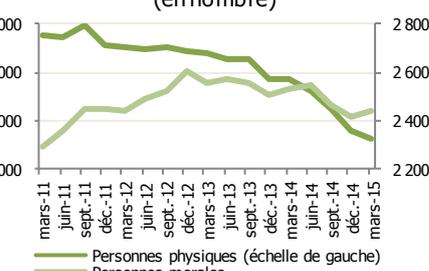
Les indicateurs témoignent d'une moindre vulnérabilité des agents économiques au 1<sup>er</sup> trimestre 2015. Seul le nombre de personnes morales en interdiction bancaire progresse sur le trimestre de 1,1 %, à 2 439 (-3,6 % sur un an), alors que le nombre d'incidents de paiement sur effets régresse de 3,2 %, à 240 (-13,4 % sur un an).

Les retraits de cartes bancaires et les incidents de paiement sur chèques continuent de baisser, respectivement de -4,5 %, à 4 460 (-6,1 % sur un an) et de -1,9 %, à 108 139 (-8,5 % sur un an). Pour sa part, le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire est en recul de 0,9 %, à 15 625 (-7,3 % sur un an).

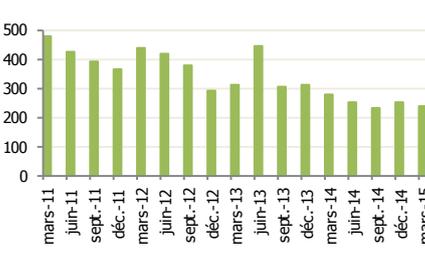
**Incidents de paiement sur chèques et retraits de cartes bancaires**  
(en nombre)



**Personnes physiques et morales en interdiction bancaire**  
(en nombre)



**Incidents de paiement sur effets**  
(en nombre)



# BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

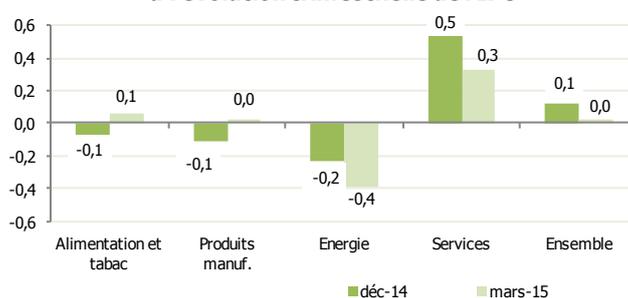
## Prix : inflation nulle au 1<sup>er</sup> trimestre 2015

L'indice des prix à la consommation (IPC) s'établit à 131,0 au 1<sup>er</sup> trimestre 2015. L'inflation est nulle sur le trimestre (0,0 %) et quasi-nulle sur un an (+0,1 %).

La stagnation de l'IPC au 1<sup>er</sup> trimestre tient pour l'essentiel à la baisse des prix de l'énergie (-0,4 point) et à la moindre hausse des prix des services (+0,3 point).

Au niveau national, l'IPC suit une évolution comparable sur le trimestre (+0,3 %) et sur un an (0,0 %). En revanche, on observe une déflation en Guadeloupe et en Guyane sur le trimestre (respectivement -0,1 % et -0,5 %) et sur un an (respectivement -0,2 % et -0,3 %).

**Contributions des postes à l'évolution trimestrielle de l'IPC**

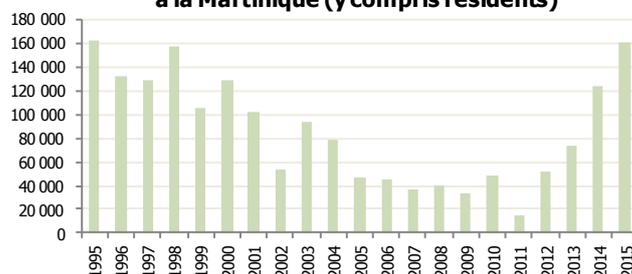


## Croisière : très bons résultats au 1<sup>er</sup> trimestre 2015

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2015, le nombre de croisiéristes est de 160 107, résidents compris. Si la tendance se poursuit, en fin d'année, la Martinique pourrait renouer avec un niveau de croisiéristes proche de celui des années 90.

Selon le Comité martiniquais du tourisme, les dépenses des croisiéristes représentent une très faible part des dépenses de l'ensemble des touristes. Ainsi, en 2014, les dépenses à terre s'élèvent à 2,1 millions d'euros, soit 0,7 % de l'ensemble des dépenses touristiques, pour une dépense moyenne de 12 euros par croisiériste.

**Nombre de croisiéristes de janvier à mars à la Martinique (y compris résidents)**



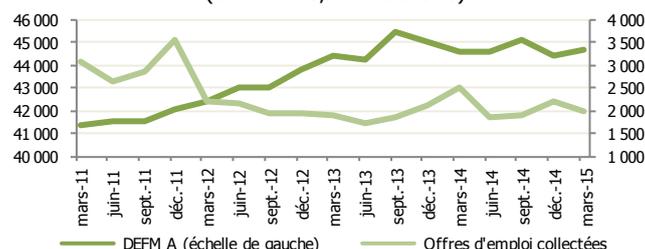
## Emploi : dégradation du marché du travail au 1<sup>er</sup> trimestre 2015

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2015, le marché de l'emploi demeure mal orienté avec 57 784 demandeurs d'emploi recensés par Pôle emploi (CVS, +0,1 % sur le trimestre et +0,7 % sur un an). Dans le détail, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) est en hausse sur le trimestre (+0,7 %) et stagne sur un an (-0,1 %), à un niveau toujours élevé (44 727, CVS).

Parallèlement, les offres d'emploi collectées par Pôle emploi reculent de manière semblable sur le trimestre et sur un an (respectivement -10,1 % et -20,9 %, CVS) et restent très en deçà de la demande d'emploi à satisfaire.

Au final, l'écart entre la demande et l'offre d'emploi est orienté à la hausse sur le trimestre et sur un an (respectivement +0,5 % et +1,7 %, CVS).

**Demandeurs d'emploi et offres d'emploi collectées**  
(en nombre, données CVS)



Sources : Dieccte, Pôle emploi

## ACTUALITÉS RÉGIONALES

### Hôtellerie : performances sensiblement inférieures à celles des voisins

Dans l'hôtellerie, les écarts de performances constatés entre la Martinique et les destinations voisines continuent de s'accroître.

Le taux d'occupation moyen est sensiblement inférieur, de même que le chiffre d'affaires par chambre louée, ce qui aboutit, en 2014, à un chiffre d'affaires par chambre disponible de 49 euros, soit moitié moins que la moyenne régionale.

Ces éléments sont corroborés par l'étude que KPMG consacre à l'hôtellerie française en 2014, qui met en exergue une rentabilité plus faible dans les départements d'Outre-mer que dans l'Hexagone, en lien notamment avec une masse salariale importante et une productivité du travail inférieure.

Le CMT a lancé un appel d'offre le 30 mars 2015 pour une assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en place du Schéma directeur du développement hôtelier et para-hôtelier de la Martinique.

Indicateurs de performance	2013	2014
Taux d'occupation moyen des hôtels		
Caraïbe	67%	68%
Martinique	54%	52%
Chiffre d'affaires moyen par chambre louée		
Caraïbe	140 €	147 €
Martinique	94 €	94 €
Chiffre d'affaires moyen par chambre disponible		
Caraïbe	94 €	100 €
Martinique	51 €	49 €

Sources : CTO, ZILEA

## PRINCIPAUX INDICATEURS

### INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Prix</b> (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- mars 2015	131,0	+0,5 %	+0,1 %
<b>Chômage</b> (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- mars 2015	44 106	-0,8 %	-0,8 %
<b>Allocations chômage</b> (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- février 2015	22 899	+0,8 %	+4,1 %
<b>RSA</b> (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- mars 2015	43 171	+3,0 %	+0,9 %
<b>Commerce extérieur</b> (source : Douanes)	Importations (millions d'euros)	- février 2015	162,9	-22,0 %	-2,9 %
	Hors produits pétroliers	- février 2015	143,5	-10,8 %	+0,6 %
	Exportations (millions d'euros)	- février 2015	32,9	-10,4 %	-23,0 %
	Hors produits pétroliers	- février 2015	12,2	-2,9 %	-15,2 %
<b>Grande distribution</b> (source : DIECCTE)	Taux de couverture mensuel	- février 2015	20,2 %		-1,0 pt
	Hors produits pétroliers	- février 2015	8,5 %		-0,5 pt
<b>Indicateurs de vulnérabilité</b> (source : IEDOM)	Chiffre d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- mars 2015	45,5	+0,5 %	-1,4 %
	cumul annuel	- mars 2015	135,5		+1,1 %
<b>Indicateurs de vulnérabilité</b> (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdiction bancaire	- mars 2015	15 625	-2,3 %	-7,3 %
	Personnes morales en interdiction bancaire	- mars 2015	2 439	+0,3 %	-3,6 %

### INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (source : SAMAC)	Nombre de passagers (hors transit)	- mars 2015	152 613	-3,1 %	-6,9 %
	cumul annuel	- mars 2015	459 335		-3,6 %
<b>Trafic maritime</b> (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- avril 2015	29 942	-44,5 %	+194,1 %
	cumul annuel	- avril 2015	190 049		+41,5 %
<b>Construction</b> (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- mars 2015	16 236	+21,7 %	+9,1 %
	cumul annuel	- mars 2015	43 556		+0,3 %
<b>Immatriculations</b> (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- mars 2015	988	+43,0 %	+40,3 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- mars 2015	177	+41,6 %	+31,1 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)	- mars 2015	3 065		+15,4 %

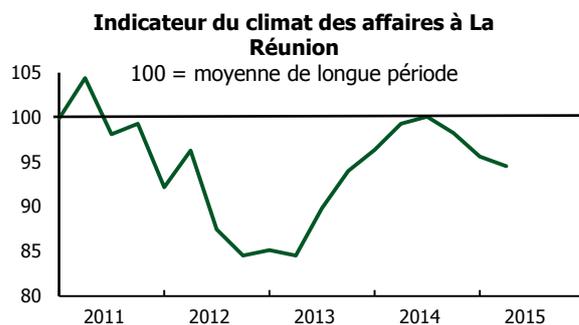
## ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### Climat d'attentisme dans les affaires

Au premier trimestre 2015, l'indicateur du climat des affaires (ICA) baisse de nouveau (-1,1 point), mais à un rythme moindre qu'aux deux trimestres précédents. Il s'établit désormais à 94,5 points, en dessous de sa moyenne de longue période mais loin de ses points bas.

Exclusivement imputable à la composante passée, cette baisse confirme le tassement anticipé du climat des affaires après l'apparent excès d'optimisme enregistré au premier semestre 2014, suite à l'effet d'annonce du lancement des chantiers de la Nouvelle route du littoral (NRL).

Les « premières tendances » au 1<sup>er</sup> trimestre 2015 sont disponibles sur le [site de l'IEDOM](#).



Source : enquête de conjoncture IEDOM

### Hausse de l'encours des crédits aux entreprises au 4<sup>e</sup> trimestre 2014

A fin décembre 2014, l'encours total des crédits aux entreprises réunionnaises déclaré au Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France progresse de 5,3 % sur un an. Les crédits mobilisés, qui représentent 85,2 % du total, augmentent de 4,9 %. L'encours des crédits destinés aux TPE s'inscrit en baisse de 2,5 % en 2014. A l'inverse, les crédits octroyés aux grandes entreprises et aux PME progressent sensiblement sur l'année 2014 (respectivement +2,5 % et +12,9 %).

Le « Suivi des crédits aux entreprises à La Réunion » est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).

### Publication de l'Observatoire des tarifs bancaires dans les DOM d'avril 2015

L'IEDOM vient de publier le dernier Observatoire public des tarifs bancaires dans les DOM. 13 des tarifs moyens sur 33 recensés affichent une diminution, dans l'ensemble des DOM. La plus significative concerne les frais de tenue de compte actif, notamment à La Réunion où ils baissent de 15,6 % sur un an. 8 moyennes DOM de tarifs de l'extrait standard sur 14 sont inférieures aux moyennes nationales publiées par le Comité consultatif du secteur financier.

La publication est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).

### Publication de ratios sectoriels à La Réunion

L'IEDOM élabore des fascicules de ratios sectoriels, donnant, pour chaque ensemble d'entreprises exerçant la même activité une série de 30 ratios économiques et financiers regroupés par thèmes (activité, structure d'exploitation, capacité bénéficiaire, répartition des revenus et autonomie financière) pour les années 2012 et 2013. Ces ratios sont calculés à partir d'un échantillon représentatif d'entreprises ayant au moins 2 bilans consécutifs saisis dans le Fichier des entreprises de la Banque de France (FIBEN) ou dans le Fichier des entreprises de l'Outre-mer (FENTOM2).

Les ratios sont disponibles sur le [site de l'IEDOM](#).

### Offre publique d'achat simplifiée réussie par BPCE pour la Banque de La Réunion

Au terme de son offre publique d'achat simplifiée, le groupe BPCE (Banque populaire Caisses d'épargne) détient plus de 95 % du capital de la Banque de La Réunion (BR), filiale du groupe. Une procédure de retrait obligatoire de la cote parisienne de la BR est intervenue le 7 mai 2015, afin de la céder à une autre filiale de BPCE, la Caisse d'Épargne Provence-Alpes-Corse (CEPAC).

### Résultat net en hausse pour le Crédit Agricole en 2014

Le Crédit Agricole de La Réunion enregistre un résultat net de 41,9 millions d'euros, en hausse de 9 % sur un an. Cette bonne orientation s'explique en partie par une forte baisse du coût du risque suite à la cession de créances douteuses à un organisme spécialisé.

### Bilan d'activité pour la Caisse des dépôts en 2014

En 2014, la Caisse des Dépôts et consignations a accordé 510 millions d'euros de prêts à La Réunion, dont 360 millions d'euros en faveur des bailleurs sociaux. Ce bilan est nettement inférieur à celui de 2013 (1,5 milliard d'euros), où la Caisse avait prêté 622 millions d'euros à la Région Réunion pour la NRL.

## BRÈVES ÉCONOMIQUES

## LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

			Données brutes	Glissement mensuel	Glissement annuel
<b>Prix</b> (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	Mars 2015	130,2	+0,2 %	-1,2 %
	IPC France entière		128,1	+0,7 %	-0,1 %
<b>Octroi de mer</b> (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	Avril 2015	26 087	-1,7 %	-2,9 %
	Cumul (milliers d'euros)		97 247	-	+3,2 %
<b>Commerce extérieur</b> (Douanes)	Importations (millions d'euros)	Mars 2015	308,9	+10,6 %	+2,6 %
	Cumul (millions d'euros)	Cumul Mars	1 065,6	-	-0,9 %
	Exportations (millions d'euros)	Mars 2015	29,2	+32,1 %	-7,6 %
	Cumul (millions d'euros)	Cumul Mars	63,6	-	-12,4 %
<b>Demandeurs d'emploi</b> (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	Mars 2015	135 130	-0,3 %	+1,5 %

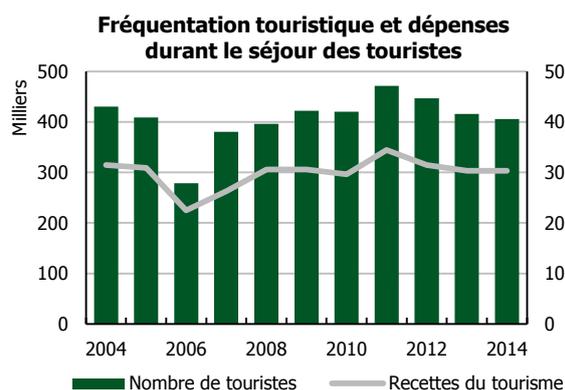
## LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

			Données brutes	Glissement mensuel	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Mars 2015	156 407	+34,1 %	-2,6 %
	Cumul	cumul Mars	495 676	-	+3,4 %
<b>Fréquentation des hôtels classés</b> (Insee)	Nombre de nuitées	4 <sup>e</sup> trimestre 2014	224 800	+29,5 %	-5,8 %
	Cumul	cumul Déc.	748 700	-	-8,0 %
<b>Construction</b> (Douanes / CERBTP / Caisse des congés payés du BTP)	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers d'euros)	Mars 2015	3 804	-	+1,3 %
	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Mars 2015	66,5	-	+37,0 %
	Effectifs salariés du BTP	Mars 2015	15 973	+1,5 %	+1,0 %

## Lancement officiel du programme européen 2014 - 2020

La Commission européenne, la Région et l'État ont officiellement lancé le programme européen 2014 – 2020, lors du premier Comité National de Suivi plurifonds des programmes européens le 30 avril 2015. Les aides européennes dédiées à La Réunion s'élèvent à 2,2 milliards d'euros pour la période 2014-2020, contre 1,9 milliard d'euros sur la programmation 2007 – 2013. Cette précédente programmation enregistre des taux d'engagement des crédits alloués importants : 97 % sur le Feder, 100 % sur le Feader et 115 % sur le FSE, dépassant ses prévisionnels. Le FEDER concentre un peu plus de la moitié des aides sur la période 2014 – 2020, soit une enveloppe de plus d'1,1 milliard d'euros. Le fonds doit financer le numérique, les aides aux petites et moyennes entreprises, la recherche, l'innovation, la transition énergétique, ainsi que les grands équipements structurels.

## Nouvelle baisse de la fréquentation touristique, mais la clientèle se diversifie



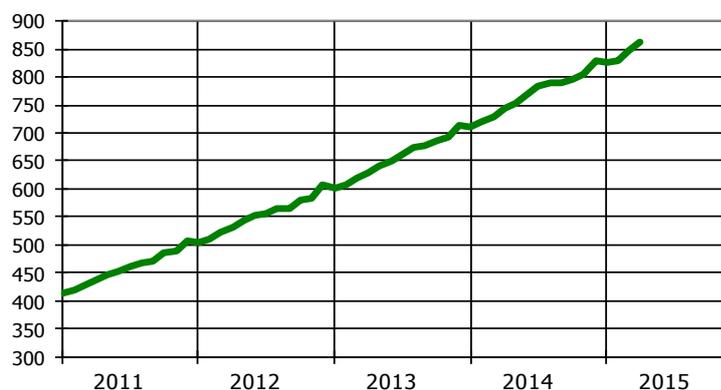
En 2014, le nombre de touristes en provenance de l'extérieur de La Réunion baisse pour la troisième année consécutive : -2,5 %, après -6,8 % en 2013 et -5,3 % en 2012. Ainsi, 405 700 touristes ont visité l'île l'année dernière. La clientèle métropolitaine, premier marché touristique avec 78 % de la fréquentation, s'est moins déplacée (-6,4 %). Cependant, le nombre de voyageurs en provenance des autres pays européens, notamment d'Allemagne, de Suisse et de Belgique, progresse de 49,3 %, et celui des voyageurs de la zone océan Indien de 5,7 %. Durant leur séjour, les touristes ont dépensé 291,6 millions d'euros sur le territoire réunionnais en 2014, une dépense globale en baisse de 3,8 %.

## ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### Les émissions nettes de billets

En avril 2015, les émissions nettes de billets ont augmenté de 14,8 millions d'euros, après +17,1 millions d'euros le mois précédent, et s'établissent à 861,4 millions d'euros. Le nombre de billets émis en avril (15,7 millions) est constitué à 71,2 % par la coupure de 50 € (qui représente 65,0 % de la valeur globale de l'émission nette de billets). La hausse de l'émission nette ayant été plus marquée en nombre qu'en valeur, la valeur moyenne du « billet circulant » dans l'île s'est donc dépréciée de 19 centimes pour s'établir à 54,8 € au 30 avril 2015.

Émissions nettes cumulées de billets



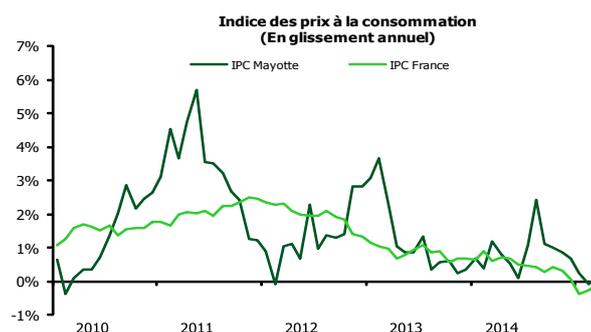
Source : IEDOM

## BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

### Les prix augmentent en mars

Après un recul de 0,9 % en février 2015, l'Indice des prix à la consommation (IPC) progresse de 0,6 % en mars. Cette augmentation est portée essentiellement par les prix de l'énergie qui repartent à la hausse (+3,6 %) après quatre mois consécutives de repli, la croissance des prix des services (+1,0 %) et, plus modestement, par celle des prix de l'alimentation (+0,2 %). En revanche, les prix des produits manufacturés diminuent de 0,1 %.

Sur un an, l'IPC croît également. Toutefois, l'évolution est plus modérée (+0,2 %) qu'en glissement mensuel. Les prix des services augmentent (+2,8 %), tout comme ceux de l'alimentation (+0,6 %), tandis que ceux des produits manufacturés et de l'énergie se contractent, respectivement, de 4,8 % et 1,9 %.



Base 100 : année 2006  
Source : INSEE

### Séminaire sur l'octroi de mer interne

Un cabinet d'expert-comptable, en collaboration avec les services des douanes, a organisé un séminaire sur le thème de l'octroi de mer. L'objectif était de permettre aux chefs d'entreprise de mieux comprendre cette nouvelle taxe et les déclarations douanières afférentes exigées. Alors que l'octroi de mer est composé de trois types de taxes, dont l'octroi de mer régional et l'octroi de mer externe (taxes à l'importation), l'objet de la rencontre portait prioritairement sur l'octroi de mer interne, qui s'applique aux producteurs locaux. Théoriquement mis en place depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2014, les services des douanes ne commenceront à l'exiger qu'à compter du premier trimestre 2015 dans l'unique souci d'accompagner les entreprises, qui éprouvent encore des difficultés à s'adapter à cette nouvelle taxe. Bien que l'octroi de mer interne se calcule différemment selon le chiffre d'affaires, toutes les entreprises qui produisent localement y sont soumises et ont donc une obligation commune de délivrer à la douane une déclaration d'existence. Les entreprises productrices dont le chiffre d'affaires n'atteint pas 550 000 euros pourront bénéficier d'exonération sur l'importation de leurs matières premières, avec toutefois une étude au cas par cas. En revanche, celles dont le chiffre d'affaires dépasse 550 000 euros ont l'obligation de fournir une déclaration trimestrielle dans un délai de 24 jours après la fin du trimestre.

### Mission de la Commission européenne

Dans le cadre du Comité régional unique de suivi (CRUS), cinq représentants de la Commission européenne se sont rendus à Mayotte avec l'objectif principal de faire le point sur la mise en place et l'état d'avancement des fonds européens dans le département. Ils ont ainsi rencontré les représentants de nombreuses institutions impliquées dans la mise en œuvre des programmes européens lors d'une réunion tenue à l'hémicycle du Conseil départemental. Il a principalement été question de passer en revue les différents fonds attribués à Mayotte, faire le point sur les instruments financiers disponibles et débattre sur la mise en place d'un règlement intérieur dans le choix des projets. Ainsi, si l'idée de la mise en place de guichets selon le domaine et le projet n'est pas abandonnée, les membres de la Commission européenne privilégient les appels à projet dans un souci de transparence et de concurrence.

## Rencontre entre le GEMTIC et le GEMTOUR

Alors qu'en Métropole, le tourisme se positionne comme le premier utilisateur de l'e-commerce, le Groupement des entreprises mahoraises des technologies de l'information et de la communication (GEMTIC) et le Groupement des entreprises mahoraises du tourisme (GEMTOUR) font le constat d'une utilisation encore faible des possibilités offertes par Internet en terme d'information, de communication et de propositions de services par les acteurs du tourisme à Mayotte. Par conséquent, les deux groupements se sont réunis pour la première fois afin d'étudier la possibilité de mettre en place un plan d'actions qui permettrait de mieux répertorier l'offre touristique mahoraise sur la toile. Les pistes de réflexion sont nombreuses et variées parmi lesquelles, entre autres, la mutualisation des outils pour la mise en ligne de l'information (gestion de contenus) et des propositions de services (réservations, paiement en ligne, etc.), le développement de liens croisés entre les sites, la création d'un nom de domaine global pour le tourisme mahorais, etc.

## PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
<b>Prix</b> (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006		mars-15	118,2	0,6%	0,2%
<b>Chômage</b> (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A		mars-15	10 787	3,9%	26,0%
<b>Commerce extérieur</b> (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	déc.-14	35 477	-8,8%	14,3%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	déc.-14	470 016	-	7,6%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	déc.-14	379	-20,0%	31,6%
		cumulées	déc.-14	7 249	-	18,9%
	Taux de couverture	mensuel	déc.-14	1,07%	2,03 pt	0,14 pt
		cumulé	déc.-14	1,54%	0,22 pt	0,15 pt

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
<b>Trafic aéroportuaire</b> (Source : Aéroport de Mayotte)	Mouvements d'appareils <sup>(1)</sup>	mensuels	mars-15	439	27,6%	9,5%
		cumulés	mars-15	1 320	-	11,1%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	mars-15	22 027	34,7%	3,8%
		cumulés	mars-15	64 590	-	4,6%
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels	mars-15	25,3	-12,9%	-7,1%
	cumulés	mars-15	78,4	-	2,1%	
<b>BTP</b> (Source : Douanes)	Importations de ciment <sup>(2)</sup> (en tonnes)	mensuelles	déc.-14	1 727	-90,4%	-82,8%
		cumulées	déc.-14	76 649	-	-11,1%
<b>Electricité</b> (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		mars-15	41 024	0,3%	2,6%
	Consommation <sup>(3)</sup> (en Mwh)	cumulée	mars-15	70 381	-	6,2%
<b>Hydrocarbures</b> (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle	mars-15	10 813	6,3%	6,4%
		cumulée	mars-15	30 883	-	4,0%
<b>Automobile</b> (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs	mensuelles	mars-15	212	1,0%	12,8%
		cumulées	mars-15	634	-	11,2%
	Immatriculations de véhicules d'occasion	mensuels	mars-15	492	-8,6%	-32,0%
		cumulés	mars-15	1 515	-	-31,1%
<b>Poissons d'élevage</b> (Source : Douanes)	Exportations :					
	- en tonnes	mensuelles	déc.-14	2,9	253,6%	-
		cumulées	déc.-14	14,5	-	-76,9%
	- en milliers euros	mensuelles	déc.-14	28,4	278,8%	-
		cumulées	déc.-14	150,0	-	-69,0%

(1) : Toute entrée ou sortie de navire ou d'avion représente un mouvement

(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

(3) : Données consolidées à pas trimestriel depuis fin 2011. Les informations mensuelles ne sont plus disponibles.

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	taux	0,05%	date d'effet	10/09/2014
Taux de la facilité de prêt marginal		0,30%		10/09/2014
Taux de la facilité de dépôt		-0,20%		10/09/2014

Taux d'intérêt légal 1er semestre 2015 - JORF du 27/12/2014

Créances de personnes physiques (Hors besoins professionnels) :	4,06%	Livret A et bleu	1,00%	LDD	1,00%	LEP	1,50%	PEL*	2,00%	CEL*	0,75%
Autres cas :	0,93%							* hors prime d'Etat			

Taux d'interet fin de mois - EONIA

Janvier	Février	Mars	Avril	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,0860%	0,0640%	0,0500%	-0,0270%	-0,0400%	-0,0050%	0,0640%	0,1710%

Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)

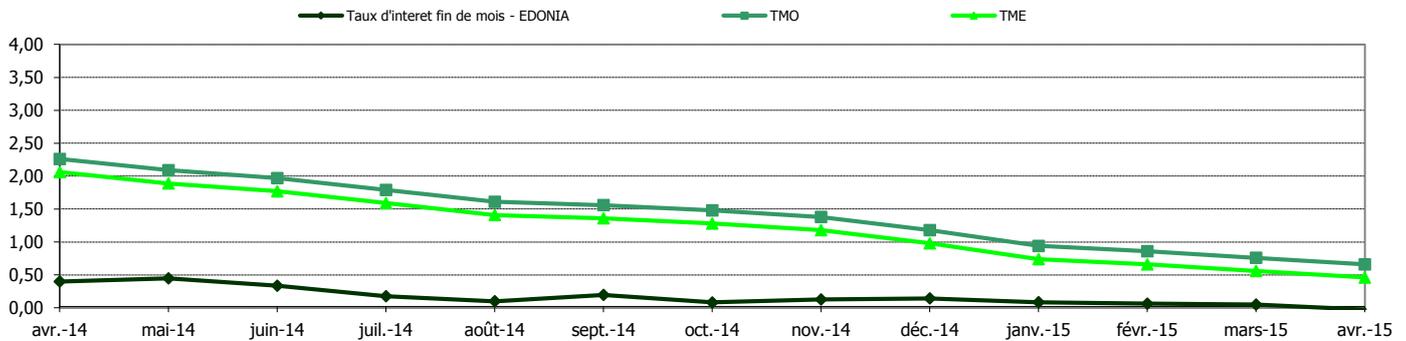
Janvier	Février	Mars	Avril	Janvier	Février	Mars	Avril
0,74%	0,66%	0,56%	0,46%	0,94%	0,86%	0,76%	0,66%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1<sup>er</sup> avril 2015)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>			
Prêts à taux fixe	4,49%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,57%
Prêts à taux variable	4,09%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,01%
Prêts-relais	4,73%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	3,76%
<b>Autres prêts</b>		Découverts en compte	13,28%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 3 000 euros	20,23%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	2,87%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	14,15%	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	<b>Seuils de l'usure</b>
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	9,04%	Découverts en compte	13,28%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

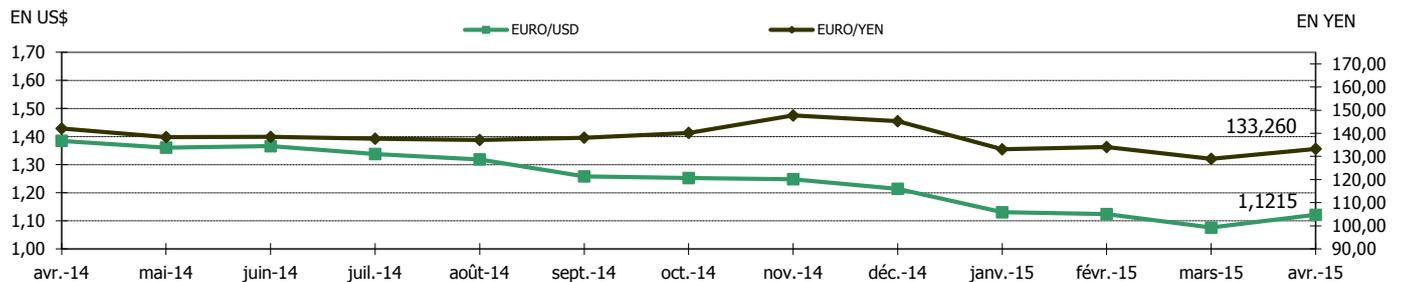
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,1215	EURO/ZAR (Afrique du sud)	13,2413	EURO/SRD (Surinam)	3,7006
EURO/JPY (Japon)	133,2600	EURO/BWP (Botswana)	10,9727	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,0073
EURO/CAD (Canada)	1,3480	EURO/SCR (Seychelles)	15,2690	EURO/DOP (Rép. Dom.)	50,5049
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,7267	EURO/MUR (Maurice)	38,6881	EURO/BBD (La Barbade)	2,2417
EURO/SGD (Singapour)	1,4815	EURO/BRL (Brésil)	3,3232	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	7,1178
EURO/HKD (Hong-Kong)	8,6925	EURO/VEF (Vénézuéla)	7,0559	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3391,081	EURO/XCD (Dominique)	3,0278	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Editeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achévé en mai 2015 - Dépôt légal : mai 2015 - ISSN 1284-4438